

17 avril 2014

finances
Solidaires

Solidaires Finances reçue

par le nouveau Ministre des Comptes publics

Notre fédération Solidaires Finances était reçue le jeudi 17 avril dernier par le nouveau Ministre des comptes publics, Michel Sapin. ♦ Cette rencontre n'était qu'une prise de contact informelle comme cela est traditionnellement le cas lors de l'arrivée d'un nouveau Ministre. ♦ Pour notre fédération, cette audience a été l'occasion de rappeler nos positions et nos revendications.

Renforcer Bercy, une urgence légitime !

Nous avons rappelé que pour notre fédération les choix politiques de ces dernières années avaient considérablement affaibli les administrations de « Bercy ».

« Affaibli pourquoi ? Tout d'abord, du fait des périmètres mouvants des ministères, qui certaines fois ont été élargis et d'autres fois, ont vu disparaître ou doivent partager certaines de leurs missions, des évolutions structurelles aussi, mises en œuvre dans le cadre de la RGPP (création par fusion de la DGFIP et de la DGCIS, de l'ONP, du SAE...), puis de la MAP (sortie de la DGME, projets et démarches stratégiques divers : DGFIP, DGDDI, DGCIS ...) ou encore des effets de la RéATE qui a entraîné le démantèlement de l'ex réseau Industrie et l'éclatement de la DGCCRF dans les DDI.

Du fait des suppressions massives d'emplois dans toutes les directions et services (22000 en moins de dix ans) et de la réduction drastique des moyens de fonctionnement. En outre, la baisse du volume des promotions internes ou encore l'absence de revalorisation...

Les suppressions d'emplois, les réductions des moyens de fonctionnement mais aussi les évolutions structurelles (la Réate avec la déstructuration de la DGCCRF par exemple), la baisse du volume des promotions internes ou encore l'absence de revalorisation des régimes indemnitaires constituent autant de signaux et de mesures participant de l'af-

faiblissement de Bercy et de l'absence de reconnaissance de ses agents. Cette évolution était intenable pour les agents et pour les missions des administrations de « Bercy ». les usagers et les contribuables pâtissent aussi de cette situation.

Nous sommes revenus sur la logique absurde selon laquelle « Bercy » devrait à tout pris être « exemplaire » et sur les nombreuses idées fausses qui circulent sur les fonctionnaires du ministère. L'exemplarité ne peut en effet être valablement invoquée par les Ministres de Bercy puisqu'il est désormais avéré que la charge de travail et la complexité du travail n'ont cessé de croître à Bercy, que les missions des administrations de Bercy sont vitales pour la vie en société et que de ce fait, les conditions de travail et la santé au travail mais aussi la qualité des missions se dégradent continuellement.

Cette situation, inacceptable, ne peut être justifiée au nom de la situation budgétaire puisque les missions de Bercy sont budgétairement rentables, économiquement utiles et socialement justes. Il en va par exemple (la liste n'est pas exhaustive) des missions de contrôle exercées par la DGCCRF, les Douanes ou la DGFIP. L'heure est bien selon la fédération Solidaires Finances à la création d'emplois (notamment pour les catégories C, B et A) et à la revalorisation des moyens de fonctionnement.

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

DOUANES
Solidaires

Solidaires
CCRF & SCL

Solidaires
Sud
INSEE

Sud Centrale
Solidaires finances

I.D.D.
Solidaires



Au-delà, nous avons également dénoncé le nombre important d'idées fausses qui circulent sur « Bercy » et que les Ministres ont selon nous la responsabilité de faire taire. C'est le cas de l'informatisation, régulièrement présentée comme un réservoir inépuisable de gains de productivité synonymes de suppressions d'emplois à Bercy.

C'est également le cas de la rémunération : les agents de Bercy sont en effet souvent présentés comme percevant une rémunération supérieure à la moyenne des fonctionnaires du fait

des régimes indemnitaires alors que ceux-ci, inégalement répartis entre catégories d'agents, tiennent en réalité très mal compte des qualifications et de la technicité, sans cesse en hausse, des agents.

L'action sociale a également été défendue par notre délégation : elle répond à des besoins en hausse mais le budget ne les suit pas, et ce même s'il est présenté comme « sauvegardé » pour l'année 2014. Nous avons demandé que l'action sociale soit non seulement préservée, mais également revalorisée.

Bercy à l'heure du pacte de responsabilité

S'agissant d'une entrevue visant, pour le nouveau Ministre, à recevoir les fédérations des Finances, aucune annonce n'a été faite durant l'audience. Même si le ministre a fortement insisté sur les conditions à remplir pour reprendre le dialogue social à la DGDDI, il a simplement annoncé qu'il était attaché à Bercy (qu'il a connu il ya 22 ans) tout en précisant qu'il présiderait le Comité Technique Ministériel le 30 avril.

Pour notre Fédération, les décisions gouvernementales prises dans le cadre du « pacte de responsabilité » (récemment voté malgré une forte contestation de nombreux responsables politiques et économistes) ne peut que mettre le ministère et ses agents en

grand danger.

Après une véritable saignée dans les effectifs sans précédent pour un service public, une gestion des ressources humaines fondée sur un management de plus en plus contraignant et une absence de reconnaissance des qualifications (en termes de régimes indemnitaires et de promotions internes notamment), les agents et les services de Bercy méritent enfin d'être reconnus et considérés, mesures concrètes à la clé. Tel est selon notre fédération ce qui devrait guider l'action des nouveaux Ministres. C'est à cette aune que les agents jugeront leurs décisions.

